

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/A-propos-du-Venezuela-Lettre-ouverte-a-la-direction-du-PCF>

**Le communiqué du PCF ne mentionne pas le nom de Maduro,
ni de son gouvernement légitime**

A propos du Venezuela.Lettre ouverte à la direction du PCF

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mardi 26 février 2019

Description :

A propos du Venezuela, lettre ouverte à la direction du PCF. A l'heure où nous écrivons, la tension est à son comble aux frontières du Venezuela. L'Amérique Latine retient son souffle et le secrétaire général de l'ONU se tient en contact permanent avec le gouvernement légitime du président Maduro. La 68ème intervention militaire étasunienne dans ce continent aura-t-elle lieu ?

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par José FORT, Jean ORTIZ, Maïté PINERO

Chers camarades

A l'heure où nous écrivons, la tension est à son comble aux frontières du Venezuela. L'Amérique Latine retient son souffle et le secrétaire général de l'ONU se tient en contact permanent avec le gouvernement légitime du président Maduro. La 68ème intervention militaire étasunienne dans ce continent aura-t-elle lieu ?

Ce 24 février, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, a déclaré : « les Etats-Unis vont passer aux actes contre ceux qui s'opposent au rétablissement de la démocratie au Venezuela ».

Les raisons de l'agression, l'Administration Trump ne les dissimule même pas : mettre la main sur les immenses réserves de pétrole, anéantir ce régime chaviste qui a contribué avec Cuba à faire progresser l'unité et l'intégration latino-américaine. Le retournement de conjoncture et l'arrivée au pouvoir de gouvernements de droite et d'extrême-droite laissent croire à Washington qu'il serait possible de faire table rase de ce que les hommes de Trump désignent comme « *la troïka du mal : Venezuela, Nicaragua, Cuba* ».

Leur hargne et leur morgue sont sans limites et chaque jour charrie son lot de menaces. L'armée bolivarienne est sommée par Trump de trahir et de se rendre. Les familles des militaires sont menacées (« nous savons où elles se trouvent »). Plusieurs déclarations précisent qu'après le Venezuela, « *nous nous occuperons du Nicaragua et de Cuba* ».

L'agression étasunienne qui a utilisé tous les moyens (organisation de la pénurie, sabotages, terrorisme de rue, campagne médiatique de mensonges) a porté la haine à son comble. Sur les réseaux sociaux, le mot d'ordre de l'opposition est devenu « *colgados y quemados* » (pendus et brûlés).

La genèse de cette aggression est connue. Un article du journal « Le Monde », daté du 23 février, détaille les phases du complot ourdi à Washington qui s'est assuré du soutien des gouvernements de Madrid et de Paris. Ainsi s'explique le parfait tempo et la rapidité de la reconnaissance du putschiste Guaido, un inconnu, soudain propulsé sur la scène mondiale « *président intérimaire* » du Venezuela.

Ce pays est placé au centre d'un enjeu géopolitique mondial dont l'issue dira si le monde de demain sera un monde multipolaire ou un monde unipolaire, une sorte de Far-West sans frontières livré aux plus puissants et surtout au plus puissant, les USA.

Ces événements ne concernent pas seulement le Venezuela ou l'Amérique Latine. Le 31 janvier dernier, 359 députés européens ont voté la reconnaissance de Guaido. Des élus de nos démocraties « modèles » ont élu le putschiste d'un pays et d'un continent qui n'est même pas le leur. Les présidents élus de France, d'Espagne, du Royaume-Uni et d'Allemagne ont reconnu un putschiste. Et tandis que les Etats-Unis font main basse sur les actifs de l'entreprise de pétrole vénézuélienne, Londres refuse de restituer l'or que la République bolivarienne lui avait confié.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, souveraineté populaire, principe de non-ingérence dans les relations internationales et Charte de l'ONU ont soudainement disparu. Si la machine de guerre étasunienne va à son terme, aucun pays ne pourra désormais vivre en souveraineté, vivre en paix.

Le communiqué du parti communiste français (« [Stop à l'ingérence, l'intérêt du peuple vénézuélien doit](#)

[prévaloir](#) »), daté du 24 janvier, n'est pas à la hauteur de la gravité de la situation ni de la tradition de solidarité internationale de notre parti. Qualifier de non « responsable » la reconnaissance dont le putschiste a bénéficié est pour le moins léger. Si le coup d'Etat est bien reconnu en fin de texte, le premier paragraphe indique seulement que cela y « ressemble ». Pourquoi tant d'embarras ?

Ce communiqué, le seul produit, souligne que notre « unique parti pris est celui de l'intérêt du peuple vénézuélien, celui de la paix et du dialogue national ». On y cite les noms de plusieurs présidents (Trump, Bolsonaro, Macron et l'intérimaire autoproclamé). A aucun moment n'est mentionné le nom du président Maduro, aucune mention de l'existence d'un gouvernement légitime à Caracas. Le parti communiste français avait pourtant un observateur lors des élections remportées par le président Maduro.

Et pourquoi l'intérêt que nous portons au peuple vénézuélien nous conduit-il à taire ce que dit l'ONU ? Le président Maduro est le seul président légitime ! Quel est cet intérêt qui nous conduit à ne pas mentionner la violation de principes aussi fondamentaux (pour les Vénézuéliens et nous-mêmes) que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect de leur souveraineté et la non-ingérence en relations internationales ?

Il faut être deux pour dialoguer. Or l'opposition, tenue en laisse par Washington, s'y refuse. L'ex président du gouvernement espagnol, Zapatero, qui avait mouillé sa chemise dans les négociations entre le gouvernement et l'opposition, à Saint Domingue, a raconté comment un coup de fil du Département d'Etat étasunien avait empêché la signature de l'accord et la participation de la droite aux élections. Pour imposer le dialogue, il est nécessaire de reconnaître la légitimité du gouvernement de Caracas, ce que nous ne faisons pas clairement.

Ex journalistes de l'Humanité, ex correspondants à Cuba et en Amérique Latine, nous connaissons ce continent et ces peuples. Nous avons vécu là-bas durant des périodes de dictatures, de lutte armée et de révolutions triomphantes qu'il a fallu défendre contre les mercenaires de la « contra » et les assauts jamais découragés de l'impérialisme. Nous avons vu de près les massacres, les cimetières clandestins. Nous sommes aussi tous les trois, douloureusement liés à la guerre d'Espagne, fièrement liés au parti qui a mobilisé les Brigades internationales, dénoncé la non-intervention.

La timidité du communiqué du PCF nous consterne et nous bouleverse, car il est loin de ce que la situation d'extrême urgence exige, car il ne ressemble pas à notre histoire. Le peuple vénézuélien s'occupe assez bien de ses intérêts et l'aider suppose de reconnaître l'expression de sa souveraineté et de sa résistance.

Cela ne signifie en aucun cas devenir « chaviste ». Nous sommes des communistes français. Nos principes remontent loin dans l'histoire de France et l'histoire de notre parti s'est faite sur cette ossature-là, avec la chair et le sang des nôtres. Nous célébrons l'anniversaire des fusillés de l'Affiche rouge, celui de la Retirada, (l'Espagne compte toujours 130 000 « disparus » qui attendent justice dans les fosses communes) et nous savons que des milliers de vies sont menacées, tout comme dans le monde entier la liberté de décider pour soi. L'impérialisme n'a jamais reculé devant des milliers ou des millions de morts quand il pense pouvoir s'imposer.

Samedi, plusieurs associations avaient convoqué un rassemblement à Paris. Seuls partis présents le POI et la FI qui ont pris la parole. Un groupe de Jeunes communistes était là avec les drapeaux. Celui qui a parlé en leur nom nous a précisé qu'il était petit-fils de Republicain espagnol. Déterminés, mais orphelins de parti (« Mais où est le parti ? Où est le parti ? ») Un crève-cœur. Nous vous posons aussi la question : « Où est notre parti ? »

Nous ne pouvons en rester à cette absence coupable. Pour reprendre les termes du communiqué du PCF, ce n'est pas responsable. Nous vous le disons gravement, en toute responsabilité de militants communistes. Notre parti s'est comporté avec honneur et dignité quand tant d'autres ont disparu, se sont sabordés ou mués en sociaux-démocrates

soi-disant de gauche. Et on sait ce qu'il est advenu. Ce qui se joue au Venezuela dépasse les frontières du continent même. L'histoire nous jugera.

Paris le 24 février 2019

- **José Fort** ex correspondant de l'Humanité à La Havane (1974-1977)
- **Jean Ortiz** ex correspondant de l'Humanité à La Havane (1977-1980)
- **Maïté Pinero** ex correspondante de l'Humanité à La Havane (1984-1989)